

problème strictement atlantique ou propre aux régions de sous-emploi endémique comme les Territoires du Nord-Ouest.

La politique appliquée à l'échelle nationale par le gouvernement a singulièrement aggravé le sort des zones atlantiques à faible niveau de revenus et à fort chômage. Si on y ajoute les circonscriptions comme la mienne, comme celle du vice-premier ministre (M. MacEachen) et les diverses autres que j'ai mentionnées, on voit que le chômage se répand maintenant dans le nord de l'Ontario et même au cœur du sud de cette province.

Lorsqu'en 1967 la Société de développement du Cap-Breton a été créée, l'industrie charbonnière périssait et était en voie de disparaître. L'usine sidérurgique de Sydney était la pierre angulaire de l'industrie, en ce qui concerne l'île du Cap-Breton; mais le gouvernement fédéral n'a pas voulu prendre en main cette entreprise.

Il a dit au gouvernement d'Halifax, ce petit gouvernement provincial qui ne disposait pas dans sa fonction publique de la compétence technique nécessaire, ni des moyens financiers de l'administration fédérale, de se charger de l'usine sidérurgique. S'il est une chose qui semble avoir été spécialement conçue pour attirer des ennuis aux gens de cette région,—et ce serait vraiment stupide de faire cela à dessein c'est bien ce genre d'accord. Nous en souffrons aujourd'hui encore. Je ne veux pas dire que le gouvernement fédéral n'ait pas accordé de subventions, puisqu'il est peut-être même allé jusqu'à donner 100 millions de dollars à l'aciérie de Sydney au cours des dix dernières années. Toutefois, comme le principal propriétaire était le gouvernement provincial et qu'il n'avait pas la compétence voulue, il n'a pas su reconnaître que cette aciérie devait pour survivre défier la concurrence internationale. A la suite du refus du gouvernement fédéral d'en faire une division de la Devco, nous nous retrouvons au Cap-Breton dans une situation qu'on doit qualifier de désespérée.

J'aimerais faire une suggestion au vice-premier ministre, dont je constate la présence, et au ministre de l'Expansion économique régionale même si son ministre n'est pas ici. J'aimerais qu'ils examinent sérieusement la situation de l'aciérie de Sydney et qu'ils en fassent une division spéciale de la Devco. Je vous expliquerai pourquoi je juge cela nécessaire.

Le gouvernement provincial a fait un véritable gâchis en essayant de rénover l'aciérie. Il y a dépensé beaucoup d'argent. Avant mon entrée en politique j'ai demandé moi aussi qu'on installe des fourneaux à l'oxygène pour remplacer les vieux fourneaux à foyer ouvert. A propos, c'est la compagnie Dofasco à Hamilton qui a lancé cette technique en Amérique du Nord en 1955. Alors qu'en 1973 nous connaissions des difficultés à Sydney, les Japonais produisaient 95 p. 100 de leur acier par cette méthode. Ce n'est pas étonnant qu'ils aient accaparé tous les marchés et que tous les autres pays essaient de restreindre les importations et d'imposer des contingents et des tarifs parce que les Japonais sont en train de battre à leur

Loi anti-inflation

propre jeu tous les partisans de la supposée libre entreprise aux États-Unis. Le gouvernement japonais n'a pas reculé devant la situation. Au contraire, il a aidé les sociétés japonaises sans les nationaliser.

On a dépensé littéralement des centaines de millions de dollars pour cette aciérie et cet argent a été gaspillé. Le gouvernement fédéral vient de lui accorder 20 millions de dollars pour des travaux d'entretien. S'il s'en était occupé il y a cinq ou six ans, il n'aurait pas besoin de lui donner tout cet argent maintenant. Il est ridicule de donner de l'argent pour rénover des fours Martin qui auraient dû être remplacés il y a longtemps. Selon les projets qu'on avait proposés à l'usine, celle-ci devait remplacer les anciens fours par de nouveaux fours à oxygène. Si on l'avait fait, au lieu d'engloutir 30 millions de dollars dans ces usines, on aurait perdu au maximum 10 millions de dollars compte tenu de la production et du marasme international dans lequel se trouve l'industrie de l'acier depuis trois ou quatre ans. Mieux encore nous serions prêts à recevoir de nouveaux capitaux et nous aurions une bonne base pour nous permettre d'être compétitifs plus tard.

La situation n'est pas réaliste. Il faudrait soit fermer l'aciérie de Sydney, soit la retirer au gouvernement provincial. Celui-ci devrait assumer la dette. Le gouvernement provincial a prêté de l'argent à la société non pas à même ses recettes générales, mais en lui consentant des prêts garantis. Si Devco achète et rénove l'aciérie, étant donné que Devco ou Sysco se mettront de la partie d'ici un an et demi—ce sera après les élections—et je suis certain que pendant la campagne électorale, le gouvernement promettra de rénover l'usine dans le cadre d'un programme qui coûtera de 200 à 250 millions de dollars.

Quand le chef de mon parti a parlé hier de la nécessité d'adopter une politique de dirigisme national, il a hérissé tout le monde parce qu'on a cru immédiatement que cela signifierait une intervention constante de l'État. Nous aimerions qu'il y ait un peu de logique dans l'industrie de l'acier. Ce n'est pas difficile d'exploiter une aciérie à Hamilton puisqu'on est tout près de la source de matières premières et des marchés. Les aciéries de Hamilton utilisent du charbon des États-Unis. Elles auront peut-être des problèmes dans dix ans. A ce moment-là, elles ne pourront peut-être plus se procurer de charbon. Elles peuvent encore avoir besoin de beaucoup d'aide du gouvernement.

● (1652)

Il y a beaucoup à faire pour développer la région de l'Atlantique et son industrie de l'acier. Je m'adresse surtout au vice-premier ministre, parce qu'il est le seul représentant de la Nouvelle-Écosse au cabinet. Il est au courant de ces problèmes. Il est impossible de remettre sur pied l'aciérie de Sydney si elle n'est pas prise en charge par Devco et exploitée de façon distincte. Je reconnais que ce sera difficile à cause des erreurs passées, mais il n'y a pas d'autre façon d'y parvenir.